

Panorama de la Guadeloupe

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Basse-Terre
Superficie	1 628 km ²
Situation géographique	Arc antillais - New York à 2 950 km, Paris à 6 800 km, Martinique à 200 km
Langues parlées	Français et créole
Monnaie	Euro
Statut	Département et région d'outre-mer (DROM) et Région ultrapériphérique (RUP)
Rang mondial IDH (2010)	38
Représentation nationale	4 députés, 3 sénateurs, 1 représentant au Conseil économique, social et environnemental
Représentation de l'État	Préfet

Repères historiques

La Guadeloupe appartient à un chapelet d'îles disposées en demi-cercle qui forme l'arc antillais, entre Porto Rico et le continent américain. Son histoire est étroitement liée à l'expansion coloniale des Européens dans la Caraïbe. Les traces des premiers habitants, qui seraient originaires d'Amérique du Sud, remontent à 3 500 av. J.-C. L'île a ensuite été occupée par les Indiens arawaks vers 700 av. J.-C. Entre le IX^e et le XIV^e siècle, les Indiens caraïbes ou kalinas prennent possession de l'île et la baptisent Karukéra (« l'île aux belles eaux »). Christophe Colomb débarque le 4 novembre 1493 à Sainte-Marie et nomme l'île « Guadeloupe ».

Au XVII^e siècle, sous le patronage du cardinal de Richelieu, des marchands français fondent la Compagnie des îles d'Amérique qui organise la colonisation. Vers 1644 se dessine la vocation économique de la Guadeloupe avec la culture de la canne à sucre qui exige une importante main-d'œuvre, issue du commerce triangulaire entre l'Europe, l'Afrique et le continent américain. Le « code noir » de 1685 organise la vie économique et sociale. Le XVIII^e siècle est marqué par les rivalités franco-britanniques pour la conquête des îles de la Caraïbe. Après deux occupations anglaises, la Guadeloupe revient administrativement à la France en 1763. Après une première tentative sous la convention en 1794, il faudra attendre 1848 pour que l'abolition de l'esclavage soit définitivement promulguée sous l'impulsion du député Victor Schœlcher. Les premiers travailleurs volontaires venus des Indes arrivent à Saint-François en 1853.

Depuis 1871, sans interruption, la Guadeloupe est représentée au parlement français. Le 19 mars 1946, l'Assemblée nationale institutionnalise la Guadeloupe en tant que département français d'outre-mer (DOM). Ce nouveau statut provoque de profonds bouleversements de la société guadeloupéenne. Il transforme sa structure économique, permet de développer ses infrastructures et modifie progressivement les conditions sociales des populations. L'adoption de la loi du 31 décembre 1982 fait de la Guadeloupe une région française monodépartementale.

Le 7 décembre 2003, une consultation de l'ensemble du corps électoral est organisée pour qu'il se prononce sur la création d'une collectivité unique se substituant au département et à la région dans le cadre de l'article 73 de la constitution. Le « non » l'emporte à 72,5 % des suffrages exprimés avec un taux de participation de 50,4 %. La loi du 21 février 2007, portant sur les dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer, crée en accord avec le choix des populations concernées, les deux nouvelles collectivités de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy (les « îles du Nord »), jusqu'alors communes de la Guadeloupe.

Organisation institutionnelle

Le cadre institutionnel de l'Outre-mer français est défini par la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à la réforme de l'organisation décentralisée de la République. Désormais, les DOM sont devenus des DROM (départements et régions d'outre-mer) régis par le principe de l'identité législative, conformément à l'article 73 de la Constitution. Néanmoins, des adaptations aux lois et règlements qui prévalent en métropole sont autorisées, dès lors qu'elles sont motivées par « les caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités ». Au niveau communautaire, la Guadeloupe, comme les autres DROM, est une Région ultrapériphérique (RUP). Ce régime prévoit l'applicabilité de principes de l'ensemble du droit communautaire tout en tolérant une fiscalité particulière et permet de bénéficier des fonds structurels.

BAISSE DE LA POPULATION

Au 1^{er} janvier 2017, la population de la Guadeloupe est estimée à 393 640 habitants, soit 0,6 % de la population nationale. Sur la période 2010-2015, le nombre d'habitants s'est réduit de 0,3 % en moyenne chaque année, en raison de l'amplification du déficit migratoire (-0,8 %) conjuguée à l'érosion du solde naturel (+0,6 %).

Si la population de l'archipel est plus jeune que celle de métropole, elle poursuit son vieillissement. Les départs des jeunes de 18-25 ans tendent à être plus nombreux et annulent l'excédent naturel selon les projections de l'Insee. En 2040, la part des moins de 20 ans devrait être proche de 22 % et celle des plus de 60 ans devrait atteindre les 40 %. La Guadeloupe sera alors la troisième région la plus âgée de France, derrière la Corse et la Martinique.

Indicateurs démographiques ⁽¹⁾	Guadeloupe	France
Population (en milliers, en millions pour la France, au 01/01/17)	394	67
Part des moins de 20 ans (en %, au 01/01/17)	26,4	24,2*
Part des 20 - 59 ans (en %, au 01/01/17)	49,5	50,2*
Part des plus de 60 ans (en %, au 01/01/17)	24,1	25,5*
Densité de population (hab/km ² , 2017)	242	105
Croissance annuelle moyenne de la pop (en %, de 2007 à 2017)	-0,2	0,5
Taux de natalité (pour 1 000 habitants, 2017)	11,8 ⁽²⁾	11,2
Taux de mortalité (pour 1 000 habitants, 2017)	8,2 ⁽²⁾	8,9
Taux de mortalité infantile 2014-2016	8,3	3,4
Indice conjoncturel de fécondité (2016)	2,12 ⁽²⁾	1,89*
Espérance de vie des femmes à la naissance (années, 2017)	84,1 ⁽²⁾	85,3
Espérance de vie des hommes à la naissance (années, 2017)	77 ⁽²⁾	79,5

(1) Sauf mention contraire, les résultats sont arrêtés à fin 2017 (2) données 2016

* résultats pour la France métropolitaine.

Source : Insee, statistiques de l'état civil et estimation de population ; les densités de population sont obtenues en divisant la population au 01/01/17 par la superficie (égale à 1628 km² pour la Guadeloupe et 633 208 km² pour la France).

PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

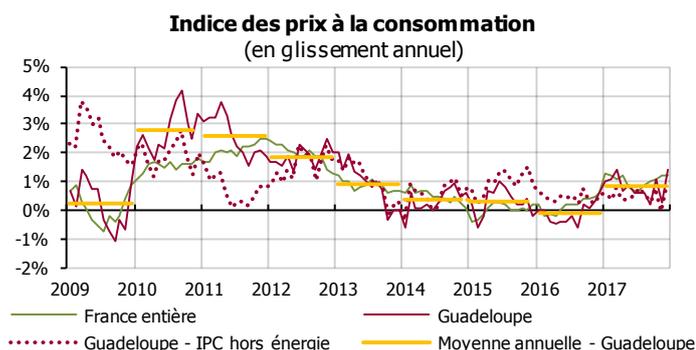
L'économie de la Guadeloupe a bénéficié d'une croissance économique soutenue entre 1993 et 2008 (+3,2 % par an, en volume), tirée par la consommation et l'investissement. Cette période de croissance élevée s'est accompagnée d'une tertiarisation accrue des activités et s'est traduite par un rattrapage de niveau de vie avec l'Hexagone : en 2008, le PIB/hab. de la Guadeloupe est inférieur de 41 % à celui de la métropole, contre 47 % en 1994. La crise économique ainsi que d'importantes grèves ont ensuite significativement affecté l'économie de la Guadeloupe, faisant chuter le PIB en volume de 4,4 % en 2009. Le rebond de l'activité en 2010 (+1,2 %) n'a pas permis de retrouver le niveau d'avant-crise. La croissance, faiblement soutenue par la consommation des ménages et l'investissement, est restée modeste entre 2011 et 2016 (entre 0 % et 1 %). En 2017, le PIB en volume progresse de 3,4 %, après +0,3 % en 2016. L'investissement augmente légèrement sur un an (+1,0 %), freiné par un nouveau recul de l'investissement public (-8,2 %). La consommation des administrations publiques accélère à +4,1 %, après +1,7 % en 2016, tandis que la consommation des ménages ralentit légèrement, avec une croissance en volume de 1,0 %. Comme en 2015, la croissance guadeloupéenne dépasse la dynamique nationale (+2,2 % en 2017, après +1,2 % un an plus tôt).

Principaux indicateurs économiques	Guadeloupe	France
PIB (milliards d'euros courants, 2017)	9,1 ⁽¹⁾	2 291,7
Taux de croissance du PIB (en %, 2017)	3,4 ⁽¹⁾	2,2
PIB par habitant (euros courants, 2017)	23 152 ⁽¹⁾	32 307
Taux de chômage (en %, 2017)	22,4 ⁽²⁾	8,9 ⁽²⁾

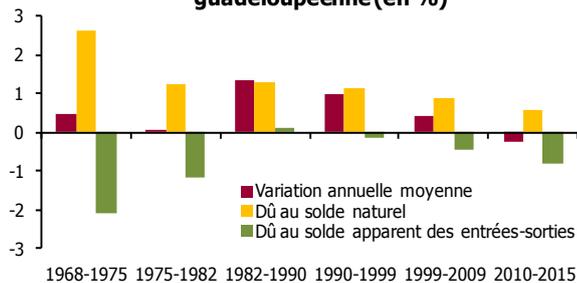
(1) Estimations 2017 CEROM (2) Taux de chômage au sens du BIT pour la Guadeloupe et la France métropolitaine.

Sources : Insee, CEROM.

Léger regain d'inflation en 2017

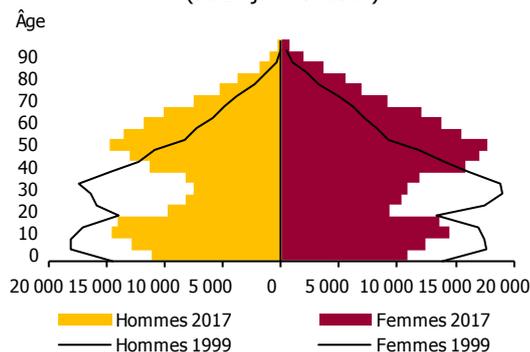


Variation annuelle de la population guadeloupéenne (en %)



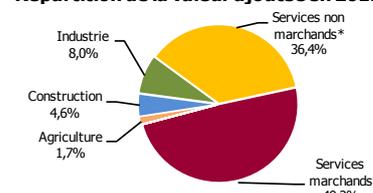
Source : Insee, Recensement de la population - Exploitation principale, État.

Pyramide des âges

(au 1^{er} janvier 2017)


Source : Insee, recensement de la population 1999 et estimation de la population 2017.

Répartition de la valeur ajoutée en 2012

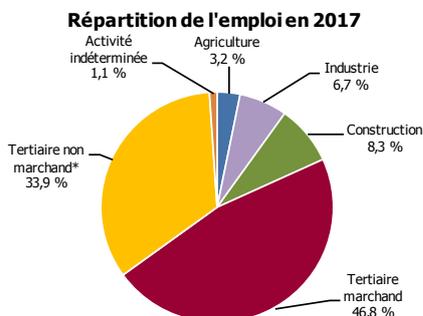


* Éducation, santé, action sociale et administrative.
Sources : Insee, Comptes définitifs, base 2010, estimation en 2012.

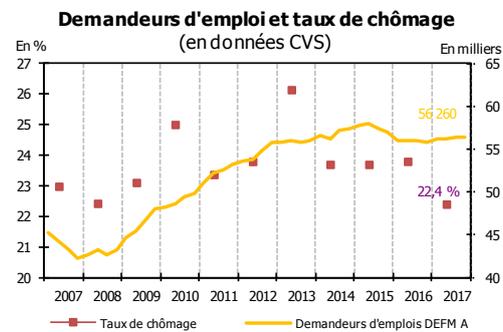
Entre 2000 et 2008, l'inflation en Guadeloupe enregistre une croissance annuelle moyenne de 2,1 %, proche de celle de la France entière (+1,9 %). L'inflation diminue fortement en 2009 (+0,2 %) en lien avec la crise économique et sociale avant d'augmenter sensiblement (+2,8 %) en 2010, notamment en raison de la hausse des prix de l'énergie. L'inflation connaît une baisse progressive entre 2010 et 2013 suivie de trois années de quasi-stabilité des prix. Un léger regain d'inflation est observé en 2017 (+0,8 % contre +1,0 % pour la France entière). En moyenne sur l'année, les prix de l'énergie augmentent de 4,8 % et demeurent le principal poste influençant l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Un marché de l'emploi encore saturé

La Guadeloupe compte 122 600 emplois en 2017 dont 82,9 % de salariés. Le marché de l'emploi du département se caractérise par la prédominance du secteur tertiaire dont un tiers relève des services non marchands. Le poids du secteur tertiaire est en légère augmentation ces dernières années, ce secteur représente plus des trois quarts de l'emploi total, devant les secteurs de la construction (8,2 %) et de l'industrie (6,7 %). Après avoir diminué entre 2000 et 2007, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) n'a cessé de croître jusqu'en 2015. En baisse en 2016, leur nombre s'inscrit en légère hausse en 2017 et s'établit à 56 260 à fin décembre. La situation des seniors poursuit sa dégradation (+5,8 % sur un an) et explique cette augmentation. À l'inverse, les autres catégories d'âge affichent une légère embellie. Paradoxalement, le taux de chômage en Guadeloupe s'inscrit en baisse en 2017 (22,4 %, soit 35 300 chômeurs) mais demeure largement supérieur à celui observé au niveau national (8,9 %). Les offres d'emploi collectées à Pôle emploi sont au plus bas (7 500 en 2017 contre 8 700 en 2016).



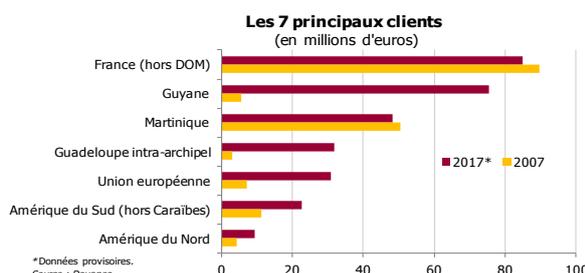
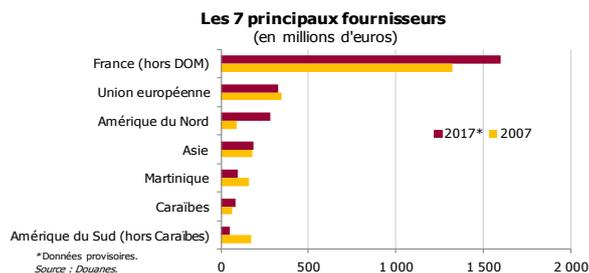
Source : Insee, enquête emploi en continu 2017.
*Le tertiaire non marchand regroupe l'administration publique, l'éducation et la santé.



Source : DIECCTE.

Des échanges commerciaux structurellement déficitaires

À l'instar des autres DOM, la Guadeloupe se caractérise par la faiblesse de ses exportations et un recours important aux importations : le taux de couverture des échanges (hors services) s'établit à 11,0 % en 2017, un niveau supérieur à celui relevé en 2007 (7,1 %). La France hexagonale représente 58,7 % des importations et 28,5 % des exportations, ce qui en fait à la fois le premier fournisseur et le premier client de l'île (hors produits pétroliers). À l'exception des importations et réexpéditions de produits pétroliers, la Guadeloupe échange relativement peu avec son environnement régional. L'île exporte essentiellement du sucre et des bananes dont les principaux clients, en plus de la France hexagonale, sont quelques pays européens tels que le Royaume-Uni, l'Italie, la Croatie et la Belgique.



Importations en valeur (en millions d'euros)	2007	2017*
Biens d'investissement	618,7	698,8
Biens de consommation durables	122,5	139,7
Biens de consommation non durables	676,9	814,6
Biens intermédiaires	505,1	534,0
Énergie	409,3	453,2
Produits agricoles, sylvicoles et de la pêche	42,4	60,0
Produits de l'édition et de la communication	28,1	19,0
Produits liés au traitement des eaux, des déchets et dépollution	0,5	0,6
Autres produits ⁽¹⁾	1,4	2,8
Total hors produits pétroliers raffinés et coke	2 007,5	2 296,3
Total	2 404,9	2 722,7

Exportations en valeur (en millions d'euros)	2007	2017*
Biens d'investissement	35,4	63,4
Biens de consommation durables	2,5	2,4
Biens de consommation non durables	76,6	85,0
Biens intermédiaires	15,5	39,2
Énergie	10,5	73,4
Produits agricoles, sylvicoles et de la pêche	24,1	23,3
Produits de l'édition et de la communication	2,6	0,9
Produits liés au traitement des eaux des déchets et dépollution	4,4	10,9
Autres produits ⁽¹⁾	0,0	0,0
Total hors produits pétroliers raffinés et coke	161,3	225,0
Total	171,8	298,4

* Données provisoires, arrêtées à avril 2018

(1) regroupe les produits des activités spécialisées, scientifiques et techniques et des autres activités de services.

Source : Douanes.

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

La structure de l'économie guadeloupéenne s'est sensiblement modifiée depuis le début des années 90 avec le développement accéléré d'un secteur privé dynamique, majoritairement de services, supplantant les secteurs traditionnels de l'agriculture, du petit commerce et du bâtiment. En 2012, le tertiaire contribue à hauteur de 85,6 % à la production de richesse, marqué par l'importance des services administrés qui contribuent pour 36,4 % à la valeur ajoutée (VA) de l'île, les services marchands restant les principaux contributeurs à la VA (49,2 %). L'industrie, la construction et l'agriculture contribuent respectivement à 8,0 %, 4,6 % et 1,7 %.

Principaux indicateurs sectoriels	2017	TCAM ⁽¹⁾ 17-07
Vente de ciment (en tonnes)	189 943	-4,1%
Nombre de passagers à l'aéroport (hors transit, en milliers)	2,3	1,9%
Nombre de croisiéristes	319 596	10,4%
Exportations de bananes (en tonnes)	40 308	0,6%
Cannes broyées (en tonnes)	680	-0,7%
Production de sucre (en tonnes)	58	-3,1%

(1) Taux de croissance annuel moyen.

Sources : Lafarge Ciment Antilles, Aéroport Pôle Caraïbes, Guadeloupe Port Caraïbes, Centre technique de la canne à sucre (CTCS).

Les difficultés du BTP persistent

Le secteur du BTP a joué un rôle moteur dans l'économie guadeloupéenne entre 2000 et 2007. Le secteur, porté par des projets structurants d'envergure, a représenté en moyenne 9 % de la création de richesse de l'île. Déjà en ralentissement en 2008, l'activité du BTP a fortement baissé en 2009, pénalisée par la crise sociale et le ralentissement de la commande publique. Depuis, l'activité peine à se redresser, notamment en raison du manque de projets structurants et de délais de paiement allongés.

En 2017, les ventes de ciment sur le marché local (hors îles du Nord) atteignent leur plus bas niveau historique (175 483 tonnes). Sur la décennie, ces ventes ont diminué de plus d'un tiers. Les effectifs du secteur continuent de baisser, portant à près de 3 900 les emplois détruits depuis 2008. Les professionnels du secteur font part de leurs difficultés en 2017 avec toutefois un regain d'optimisme en fin d'année.

L'activité touristique en plein essor

Durant les années 90, la fréquentation touristique a enregistré une forte activité, le nombre de passagers hors transit recensé à l'aéroport atteignant près de 2 millions en 2000. Après cette date, le secteur touristique a connu des difficultés et la baisse de la fréquentation de l'île a entraîné la fermeture de nombreux hôtels. Ce phénomène s'est poursuivi jusqu'à la crise sociale de 2009 aux Antilles.

Depuis, le tourisme a montré des signes encourageants, traduisant un redémarrage progressif du secteur. En 2017, la récente desserte régulière Guadeloupe-États-Unis et le repositionnement en Guadeloupe d'une partie des touristes des îles du Nord suite au passage de l'ouragan Irma ont contribué à dynamiser la fréquentation touristique de l'île : l'aéroport Pôle Caraïbes a atteint près de 2,3 millions de passagers (hors transit) et environ 320 000 croisiéristes ont été accueillis.

Le renforcement de l'attractivité touristique de l'île reste pour autant un objectif majeur pour les acteurs économiques et politiques de la Guadeloupe qui doit lui permettre d'accroître son rayonnement, notamment dans son environnement régional. Le dysfonctionnement du réseau d'eau potable, l'échouage massif de sargasses sur les plages et la concurrence à laquelle se livrent les différentes destinations de la Caraïbe comptent parmi les principaux défis que la Guadeloupe devra surmonter pour y parvenir.

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

En 2017, l'activité bancaire et financière en Guadeloupe et dans les Îles du Nord est portée par 19 établissements, dont 5 banques commerciales affiliées à l'Association française des banques (AFB), 5 banques mutualistes et coopératives, 5 sociétés de financement, 3 établissements de crédit spécialisés et 1 établissement à statut particulier. La place bancaire, dont les effectifs sont en baisse continue depuis 2012, emploie 1 822 collaborateurs en 2017.

Sur la décennie, le nombre de comptes à la clientèle ne cesse de progresser. Le niveau d'équipement en guichets bancaires et en distributeurs automatiques s'est également renforcé jusqu'en 2014. Toutefois sur les trois dernières années, la réorganisation des réseaux bancaires a entraîné une légère baisse des taux d'équipement.

Entre 2007 et 2017, l'encours sain de crédits passe de 6,9 à 8,4 milliards d'euros, affichant une croissance en deux phases. Avant les effets de la crise, les concours enregistrent une croissance dynamique (+5,8 % en moyenne annuelle entre 2006 et 2008) puis, après un coup d'arrêt en 2009 et 2010, ils regagnent un niveau de croissance soutenue (+3,5 % en moyenne annuelle entre 2010 et 2017). En dix ans, la part de l'encours des crédits aux entreprises et aux collectivités dans l'encours sain total a significativement diminué (51,7 % en 2017 contre 65,0 % en 2007). Le taux de créances douteuses brutes s'établit à 4,9 % en 2017 (-3,9 points sur 10 ans). Il traduit un assainissement du portefeuille de la place.

Indicateurs entreprises	2007	2017
Actifs financiers ¹ (millions €, à fin déc.)	1 268	1 833
Concours bancaires ² (millions €, à fin déc.)	3 109	3 321
dont crédits d'exploitation (%)	14,7	9,6
dont crédits d'investissement (%)	39,4	47,4
dont crédits immobiliers (%)	45,3	43,0
Taux moyen des crédits à l'équipement (% , octobre)		2,25

¹ auprès de l'ensemble des établissements de crédit ; ² concours sur l'ensemble des établissements de crédit.
Source : IEDOM.

Indicateurs monétaires et financiers	2007	2017
Nombre d'hab. par guichet bancaire	2 698	2 508
Nombre d'hab. par guichet automatique	1 528	1 106
Nombre de comptes bancaires par hab.	2,7	2,6
Actifs financiers des agents éco. ¹ (mds €)	5,8	7,7
Encours sains des crédits des agents éco. ¹ (mds €)	6,9	8,4
Taux de créances douteuses brutes (%)	7,9	4,9

¹ auprès de l'ensemble des établissements de crédit.
Source : IEDOM.

Indicateurs ménages	2007	2017
Actifs financiers ¹ (millions €, à fin déc.)	5 810	7 658
Concours bancaires ² (millions €, à fin déc.)	2 267	3 679
dont crédits à la consommation (%)	39,0	31,7
dont crédits à l'habitat (%)	60,9	68,2
Créances douteuses nettes (millions €, à fin déc.)	72,4*	70,3
Nombre de dossiers de surendettement	365	341

¹ auprès de l'ensemble des établissements de crédit ; ² concours sur l'ensemble des établissements de crédit ; * à fin décembre 2008.
Source : IEDOM.

NB : Les données utilisées dans cette note sont arrêtées au 31 décembre 2017, sauf mention contraire.

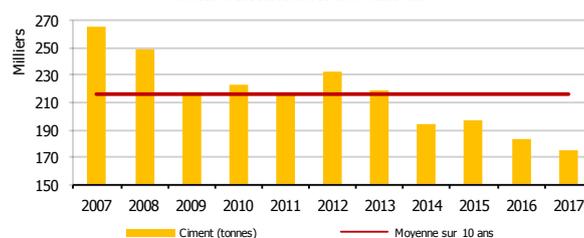
Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables librement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : G. GENRE-GRANDPIERRE – Responsable de la rédaction : D. LAURET – Rédacteur : R.-M. JEAN

Éditeur et imprimeur : IEDOM

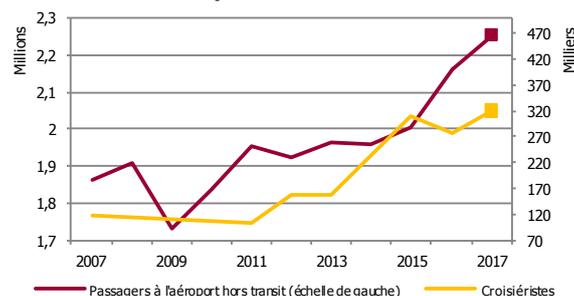
Achévé d'imprimer : mars 2019 – Dépôt légal : mars 2019 – ISSN 1952-9619

Consommation de ciment



Source : Ciments Antillais, hors îles du Nord.

Fréquentation de l'île



Sources : Guadeloupe Port Caraïbes et Aéroport Guadeloupe Pôle Caraïbes